



## CHAPITRE 225

### LOI CONCERNANT LA LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES A FONDS SOCIAL

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.*

#### SECTION I

##### DU MODE DE LIQUIDATION

**2.** Toutes les affaires des compagnies à fonds social, Liquidation  
constituées par lettres patentes ou par charte spéciale, volontaire de  
peuvent être liquidées volontairement, quand les direc- certaines  
teurs jugent à propos de dissoudre leur compagnie. S. R. compagnies à  
(1909), 6120. fonds social.

**3.** Les directeurs convoquent alors une assemblée gé-Assemblée  
nérale des actionnaires, mentionnant, dans l'avis, que la générale au  
dissolution de la compagnie sera proposée à cette assem- sujet de la  
blée. S. R. (1909), 6121. dissolution.

**4.** La résolution des directeurs déclarant qu'il est à Résolution  
propos que les affaires de la compagnie soient liquidées des directeurs  
volontairement, est soumise à l'assemblée générale au  
actionnaires et si, à cette assemblée, il est passé une y est soumise.  
résolution, par le vote d'au moins les deux tiers en va-  
leur des actions représentées par les actionnaires pré-  
sents déclarant que les affaires de la compagnie seront  
liquidées volontairement, et que la compagnie sera dis-  
soute, la compagnie n'existe et ne fait ensuite d'opéra-  
tions que dans le but seulement de liquider ses affaires.  
S. R. (1909), 6122; 15 Geo. V, c. 68, s. 1.

**5.** L'état et les pouvoirs corporatifs de la compagnie Pouvoirs  
continuent jusqu'à ce que ses affaires soient liquidées. corp. conti-  
S. R. (1909), 6123. nués.

## SECTION II

## DES LIQUIDATEURS

Nomination  
de liqui-  
dateurs.

**6.** A l'assemblée générale, un ou des liquidateurs sont nommés dans le but de liquider les affaires de la compagnie, et de distribuer son actif, et, sur ce, le bureau des directeurs cesse d'exister. S. R. (1909), 6124.

Vacance dans  
la charge des  
liquidateurs.

**7.** Dans le cas où une vacance survient dans la charge de liquidateur, par décès, démission ou autrement, la compagnie peut, à une assemblée générale, remplir cette vacance; cette assemblée générale peut être convoquée par le ou les liquidateurs, ou par tout actionnaire.

Leur démis-  
sion.

La compagnie peut aussi, à une assemblée générale convoquée par trois actionnaires, sur un avis mentionnant que la démission des liquidateurs ou de quelqu'un d'eux sera proposée, démettre ce ou ces liquidateurs et en nommer d'autres à leurs places. S. R. (1909), 6125.

Nomination  
de liquida-  
teurs par la  
Cour supé-  
rieure.

**8.** A défaut des actionnaires de nommer ou de remplacer un ou des liquidateurs, tout juge de la Cour supérieure, dans le district où la compagnie a son bureau principal ou sa principale place d'affaires, peut, après un défaut de quinze jours, sur la demande d'un actionnaire, nommer un ou plusieurs liquidateurs.

Leur démis-  
sion par le  
juge.

Le juge peut aussi, pour des raisons suffisantes, démettre tout liquidateur; et il peut, après un défaut de quinze jours de la part des actionnaires de le faire, en nommer un autre. S. R. (1909), 6126.

Enregistre-  
ment de l'avis  
de la résolu-  
tion pour  
liquidation.

**9.** Avis de la résolution passée par les actionnaires pour la liquidation et la dissolution de la compagnie doit être enregistrée, sans délai, dans le bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, et dans le bureau du régistrateur de la division d'enregistrement, dans lesquels la compagnie a son bureau principal ou sa principale place d'affaires.

Avis donné  
au sec. de la  
province.

Avis de cette résolution est aussi donné au secrétaire de la province, et est publié par lui dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 6127.

Devoirs des  
liquidateurs  
et leurs pou-  
voirs géné-  
raux.

**10.** Le ou les liquidateurs prennent, sous leur garde et sous leur contrôle, tout l'actif de la compagnie, et ont, eu égard toutefois aux restrictions qui peuvent être déterminées par la résolution des actionnaires pour la dissolution de la compagnie, le pouvoir :

1° D'intenter ou de contester toute action, ou adopter toute autre procédure judiciaire, au nom et de la part de la compagnie;

2° De transiger les affaires de la compagnie, en autant qu'il est nécessaire pour leur liquidation avantageuse, et percevoir toutes les sommes d'argent qui lui sont dues;

3° De vendre les propriétés mobilières et immobilières de la compagnie, par encan public, ou vente privée, en bloc ou en détail, pourvu qu'à une assemblée générale des actionnaires, la majorité ait donné son consentement à une telle vente en bloc;

4° D'exécuter, au nom et de la part de la compagnie, les contrats, quittances, reçus et autres documents;

5° De tirer, accepter, faire ou endosser des lettres de change ou billets au nom et de la part de la compagnie, et prélever, sur la garantie de l'actif de cette dernière, de temps à autre, toutes sommes d'argent requises;

6° De faire et mettre à exécution tous les autres actes et toutes les procédures nécessaires pour liquider les affaires de la compagnie et pour la distribution de son actif, avec pouvoir de transiger, à leur discrétion, sur toutes réclamations et tous droits de la compagnie. S. R. (1909), 6128.

**11.** Lorsqu'il est nommé plusieurs liquidateurs, leurs pouvoirs peuvent être exercés par la majorité d'entre eux. S. R. (1909), 6129. S'il est nommé plusieurs liquidateurs.

**12.** Le ou les liquidateurs payent d'abord les dettes de la compagnie, ainsi que les frais et dépenses de la liquidation, et distribuent ensuite la balance provenant de l'actif entre les actionnaires, suivant leurs droits et intérêts dans la compagnie. S. R. (1909), 6130. Paiement des dettes, etc.

**13.** Ils recouvrent et perçoivent, s'ils le jugent nécessaire, les versements non payés, en entier ou en partie, suivant que le cas l'exige, des actionnaires en défaut; mais, dans le cas où ces versements dus ne sont pas perçus en entier ou en partie, les actionnaires en défaut ne prennent part dans la distribution, que lorsque ceux qui ont payé plus ont été colloqués pour le surplus ainsi payé par eux. S. R. (1909), 6131. Perception des sommes dues.

**14.** Les actionnaires fixent la rémunération du ou des liquidateurs; et, s'ils doivent donner des garanties pour leur administration, ils spécifient quand un cautionnement doit être donné, et quel en doit être le montant. S. R. (1909), 6132. Rémunération des liquidateurs.

**15.** Dans le cas où la liquidation dure plus d'une année, le ou les liquidateurs convoquent une assemblée générale des actionnaires, à la fin de la première année, Liquidation durant plus d'une année.

et, à la fin de chaque année suivante, ou aussitôt que convenable après l'expiration de chaque année, et ils déposent devant l'assemblée un rapport de leurs actes et indiquent de quelle manière les opérations pour la liquidation ont été conduites pendant l'année précédente. S. R. (1909), 6133.

État après la liquidation.

**16.** Aussitôt que les affaires de la compagnie ont été entièrement liquidées, le ou les liquidateurs font un état démontrant le montant d'argent en mains quand la compagnie a été mise en liquidation, les biens de la compagnie dont on a disposé, les sommes réalisées, les sommes payées et en général la manière dont cette liquidation a été conduite, et l'attestent devant un juge de paix; sur ce, ils convoquent une assemblée générale de la compagnie afin de soumettre cet état aux actionnaires et le faire approuver. S. R. (1909), 6134.

Rapport au sec. de la province.

**17.** Le ou les liquidateurs font un rapport au secrétaire de la province de la tenue de telle assemblée, de l'approbation par cette assemblée, et de l'état démontrant la manière dont la liquidation a été conduite.

Enregistrement de ce rapport.

Le secrétaire de la province fait enregistrer ce rapport dans les registres de la province, et, immédiatement après cet enregistrement, la compagnie est dissoute. S. R. (1909), 6135.

Arrêt des procédures en liquidation et reprise des opérations de la Cie.

**18.** Dans le cours de la liquidation volontaire, mais avant la vente des biens, l'assemblée générale des actionnaires peut décider, par une majorité ne représentant pas moins des deux tiers du capital, de discontinuer les procédures de la liquidation et de reprendre les opérations de la compagnie.

Requête à un juge de la Cour supérieure.

A cette même assemblée, les actionnaires doivent charger un d'entre eux de présenter, au nom de la compagnie, une requête à un juge de la Cour supérieure, demandant l'approbation de la résolution.

Avis de cette requête.

Avis du jour où la requête sera présentée doit être donné aux liquidateurs, aux créanciers et aux actionnaires, par lettres recommandées, déposées au bureau de poste, au moins six jours avant celui fixé pour la présentation de la requête.

Approbation du juge.

La résolution des actionnaires n'a d'effet que si elle est approuvée par le juge.

Enregistrement de telle résolution.

Avis de cette résolution et de son approbation doit être enregistré dans le bureau du protonotaire et dans le bureau du registrateur où l'avis de liquidation et de dissolution a été enregistré, et le protonotaire et le régis-

trateur doivent faire mention de l'annulation de ce dernier avis en marge de son enregistrement.

Ce même avis doit être transmis au secrétaire de la province qui le fait publier dans la *Gazette officielle de Québec*. Publication de l'avis.

L'approbation de cette résolution par le juge fait cesser les pouvoirs des liquidateurs, mais les actes faits par eux pendant qu'ils étaient en fonction restent valables, et les actions qu'ils ont intentées peuvent être reprises par la compagnie de la manière ordinaire. S. R. (1909), 6135a; 9 Geo. V, c. 65, s. 1. Telle résolution n'affecte pas les actes précédents des liquidateurs.

### SECTION III

#### DES PROCÉDURES APRÈS LA DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE

**19.** Le secrétaire de la province fait publier, sans délai, un avis de la dissolution de la compagnie dans la *Gazette officielle de Québec*, et le ou les liquidateurs font aussi enregistrer, sans délai, un avis de la dissolution au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, et au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement dans lesquels la compagnie avait son bureau principal ou sa principale place d'affaires. S. R. (1909), 5136. Avis de la dissolution par le sec. de la prov.

**20.** Dans les trente jours qui suivent la dissolution de la compagnie, le ou les liquidateurs doivent déposer, entre les mains du trésorier de la province, le montant des dettes et dividendes qui ne sont pas alors réclamés et payés, avec un état de ces dettes et dividendes attesté devant un juge de paix; les deniers ainsi déposés sont considérés comme un dépôt sous l'empire de la section VII de la Loi du département du trésor (chap. 20), et lorsqu'ils sont réclamés, ils sont payés aux personnes qui y ont droit. S. R. (1909), 6137. Dépôt au bureau du trés. prov. des dettes et dividendes non réclamés et non payés, etc.

**21.** Dans la même période de trente jours, le ou les liquidateurs déposent au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel la compagnie avait son bureau principal ou sa principale place d'affaires, les livres, comptes et documents de la compagnie, et aussi l'état sous serment soumis aux actionnaires et approuvé par eux, démontrant la manière dont la liquidation a été conduite, et un double de l'état sous serment des deniers déposés entre les mains du trésorier de la province. S. R. (1909), 6138. Dépôt des livres, comptes, etc.

Négligence  
de faire ces  
dépôts.

**22.** Si le ou les liquidateurs négligent de déposer les deniers entre les mains du trésorier de la province, ou de déposer les livres, comptes et documents, ainsi que prévu dans les articles 20 et 21, ils deviennent individuellement passibles d'une amende n'excédant pas dix dollars pour chaque jour de défaut. S. R. (1909), 6139.

Reddition  
des comptes.

**23.** Le ou les liquidateurs sont tenus de rendre leurs comptes et de rembourser les sommes d'argent pour lesquelles ils sont responsables, sous les mêmes obligations et pénalités qu'un curateur aux biens d'une corporation dissoute en vertu du Code civil. S. R. (1909), 6140.